

SCCV L'APARTE

Construction de 39 logements
sur la commune de THONON LES BAINS – 74 200

ACTE D'ENGAGEMENT

Article 1 - CONTRACTANT

Je soussigné (nom et prénom) :

Représentant en qualité de :

L'entreprise :

Domiciliée à :

Inscrite au RCS :

Après avoir pris connaissance de tous les plans et pièces du marché, notamment du Cahier des Clauses Générales (CCG), et avoir approuvé sous ma responsabilité la nature et la difficulté des travaux à exécuter.

Je m'engage sans réserve envers la **SCCV L'APARTE représentée par SAGEC RHONE-ALPES L'Atrium 2, avenue de Genève 74140 Douvaine**, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les travaux dans les conditions ci-après définies :

Pour le Lot N°00 - xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx

Article 2 - PRIX

Les prix sont fermes et non révisables.

Tel qu'il résulte de la décomposition du prix global forfaitaire (ou de leurs sommes) sous forme de détail estimatif, le Montant des travaux est le suivant

➤ **Prix global forfaitaire :**

Montant HT : 0,00 €

TVA 20% : 0,00 €

Montant TTC : 0,00 €

Soit en lettres en Euros Toutes Taxes Comprises : xx Euros TTC

Article 3 - DELAIS

Les travaux pour l'ensemble des lots seront exécutés selon le délai prévu dans le calendrier général, à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de les commencer, délivré à l'entrepreneur

premier intervenant sur le chantier. Compris période de préparation, congés payés hors intempéries pour une réception sans réserve.

Article 4 - PAIEMENTS

En application de l'Article 19 du C.C.G.

Les projets de décomptes provisoires et demandes d'acompte seront présentés par les entrepreneurs au Maître d'œuvre avant le 25 du mois, transmis par celui-ci au Maître d'ouvrage au plus tard le 10 du mois qui suit.

Le Maître d'ouvrage s'engage à retourner les chèques en règlement 30 jours le 10 du mois suivant à réception des demandes d'acompte ainsi vérifiées par le Maître d'œuvre.

J'affirme, sous peine de résiliation du Marché, ou de mise en régie, à ses torts exclusifs, que la Société pour laquelle j'interviens ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 50 de la Loi 52-401 du 14 Avril 1952 modifié par l'article 56 de la Loi 78-753 du 17 Juillet 1978 (article 49 code des Marché Publics)

J'atteste sur l'honneur que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard de Code du Travail, que l'entreprise que je représente n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite n°2 du casier judiciaire et que l'entreprise est dûment assurée et qualifiée pour l'exécution des travaux faisant objet du marché.

Fait en deux (2) originaux

A.....

Le

Signature et tampon de l'entrepreneur

Signature du Maître d'Ouvrage